

# Le présent règlement fiscal est provisoire

L'hon. M. Duplessis déclare qu'il est loin d'avoir encore donné une quittance finale à Ottawa. — Les accords Godbout dénoncés.

par Vincent Prince  
envoyé spécial de la "Presse"

Trois-Rivières, 21. — Le premier ministre Duplessis a ouvert hier, la campagne de son parti, en rappelant que le grand problème de l'heure demeure toujours la question fiscale et qu'il ne signera point de quittance finale à Ottawa tant que la province ne sera pas rentrée en possession de tous ses droits.

Les libéraux fédéraux qui viennent dire à la population du Québec que les offres d'Ottawa constituent un règlement de la question, a-t-il dit, comprennent bien mal les droits de leur province. Ce qu'Ottawa vient d'accorder n'est qu'un acompte, un règlement temporaire. Signer actuellement un reçu final serait trahir les générations montantes et tout l'or d'Ottawa serait impuissant à arracher au gouvernement de l'Union nationale une telle trahison.

M. Duplessis s'en est vivement pris au groupe de M. Lapalme qu'il a accusé de s'être mis à la solde d'Ottawa et d'avoir sorti de l'oubli l'ancien premier ministre Godbout qui a accepté pour sa province un marché honteux de la part d'Ottawa. Il a aussi dénoncé le mariage "morganatique" des libéraux avec M. Godbout.

**Assemblée au Colisée**

L'ouverture de la campagne du premier ministre dans sa ville natale s'est déroulée dans la courtoise atmosphère d'enthousiasme du Colisée, où le ralliement a eu lieu, en raison du temps frais, était rempli de gens venus des quatre coins de la province. Cette foule était étonnée à plusieurs reprises de la chef de l'Union nationale, que les divers orateurs se sont plus à qualifier du "grand champion des droits du Québec" et dit "plus grand premier ministre de la province depuis la Confédération".

M. Duplessis était entouré sur l'estrade d'honneur de la grande majorité des membres de son cabinet, de nombreux conseillers législatifs, des députés et candidats de l'Union nationale. Les autres orateurs ont été, dans l'ordre: M. Germain Caron, député de Maskinongé, les honorables Arthur Leclerc, ministre d'Etat, J.-Ollier Renaud, conseiller législatif, Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, et Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce.

**Gouverneur à Québec pour Québec**

Au début de ses remarques, le premier ministre a fait allusion au mouvement lancé à Trois-Rivières en faveur de sa réélection par acclamation. Ce mouvement, a-t-il dit, honore ceux qui l'ont appuyé. "Il est évident que recevoir une acclamation après 23 ans de service, J'autre part, celui qui se présente contre moi est un employé fédéral. Ça lui faisant perdre son dépôt, la

province sera remboursée d'une partie de l'argent qu'Ottawa nous a fait perdre.

Puis passant au vif de son sujet, il adopta le ton agressif. M. Duplessis a enchaîné: "la campagne électorale qui commence à pour but de permettre à l'Électorat de choisir des représentants qui iront à Québec gouverner pour Québec. Avant de faire ce choix, il est bon de jeter un coup d'oeil sur le passé. Ce n'est qu'ainsi que la population pourra juger où se trouvent ses vrais défenseurs.

**M. Godbout pris à partie**

"Qu'on se rappelle 1939 et l'odieuse chantage dont la province a été victime de la part de ministres fédéraux. Cet odieux chantage a conduit à la victoire de M. Godbout, dont les libéraux xde 1937 avaient honte et qu'ils reniaient alors solennellement. Les libéraux de 1932 se présentaient comme des hommes nouveaux. Ils n'avaient pas tort de renier le régime Godbout et que, plus encore, il a cédé à Ottawa par une simple lettre le droit à l'assurance-chômage, qu'il a donné à la province. Ottawa est entré dans le domaine des successions. Les libéraux ont eu des chefs comme Gouin et Taschereau. Ceux-ci n'ont jamais vendu leur province. Ils auraient aimé être sénateurs, mais ne l'ont pas été. Seul Godbout a accédé à ce poste parce qu'il a vendu sa province. Et c'est cet homme que M. Lesage présente aujourd'hui comme un grand patriote. En voulant continuer la politique de M. Godbout, c'est une politique de trahison et d'abandon que M. Lapalme vous promet."

M. Duplessis a demandé à la foule si elle préférerait continuer dans l'ère du progrès et de la prospérité qu'elle connaît actuellement ou retourner à la politique Godbout. Il a rappelé ce qu'était la situation au Québec au moment du retour au pouvoir de l'Union nationale en 1944 et ce que le gouvernement actuel a fait dans tous les domaines.

**Réalisations de l'U. N.**  
Dans le domaine de l'éducation, a-t-il dit notamment, l'Union nationale a débarrassé les commissions scolaires de leurs dettes, bâti 3,352 nouvelles écoles primaires, 32 écoles spécialisées et distribué des millions de dollars en bourses d'étude de l'Union nationale, a aussi bâti ou agrandi 119 nouveaux hôpitaux, a

**A SUIVRE SUR LA PAGE 36**

## M. Duplessis en campagne



L'hon. MAURICE DUPLESSIS s'adressant à des milliers de ses partisans rassemblés, hier, au Colisée, pour le grand ralliement qui a marqué l'ouverture officielle de la campagne de l'Union nationale à travers la province. La photo fait également voir une partie des dignitaires qui avaient pris place sur l'estrade d'honneur. On remarque, au premier plan, de gauche à droite: les hon. OLIER RENAUD et EDOUARD ASSELIN, conseillers législatifs; PAUL BEAULIEU, ministre de l'Industrie et du Commerce; ANTONIO BARRETTE, ministre du Travail; GERALD MARTINEAU et JEAN BARRETTE, conseillers législatifs; JOHNNY S. BOURQUE, ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques; M. YVES GABIAS, maître de cérémonie, et l'hon. ARTHUR LECLERC, ministre d'Etat.

(photo Lucien Desjardins, LA PRESSE)

## Les hommages au chef de l'Union nationale



Deux moments de l'assemblée d'hier à Trois-Rivières. A gauche, l'hon. MAURICE DUPLESSIS présente à la foule la jeune THERÈSE COMTOIS, qui vient de lui offrir une magnifique gerbe de fleurs; à droite, l'hon. PAUL SAUVÉ, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, faisant l'éloge de son chef. (photos Lucien Desjardins, LA PRESSE)

Mercier a réglé le problème des biens des Jésuites; M. Duplessis a réglé celui des Duplécians; Mercier a créé l'ordre du mérite agricole; M. Duplessis a ranfloué le cultivateur avec le crédit agricole; Mercier est resté ancré dans le cœur de tous les Québécois par son cri célèbre: "cessons nos luttes fratricides"; M. Duplessis a réalisé avec l'Union nationale, l'union précieuse par Mercier.

M. Sauvé a surtout exalté en M. Duplessis le champion indomptable des droits du Québec, mais il a voulu reprocher aux libéraux également de négliger le bon sens et la vérité quand ils accusent le premier ministre actuel de n'avoir rien fait pour la métropole. Cette ville, a-t-il dit, a reçu au seul chapitre de l'aide à l'habitation, plus de \$40,000,000.

Avant lui, l'hon. Ollier Renaud, conseiller législatif, avait rendu hommage à M. Duplessis, "à cet intrépide défenseur qui a consacré à sa patrie, son immense talent, son cœur, ses labeurs, sa vie tout entière et qui fait la joie et la consolation de sa province."

M. Renaud a rappelé les œuvres de l'Union nationale dans le domaine de l'agriculture, de l'aide à l'éducation et à la jeunesse en général, et a prédit que les milliers et les milliers de citoyens du Québec qui ont bénéficié de cette politique voudront sûrement dire merci à M. Duplessis, le 20 juin, en votant pour ses candidats.

**L'Ontarite**

L'hon. Arthur Leclerc, médecin, s'est appliqué, comme il l'a dit lui-même à diagnostiquer la nature de la maladie dont souffrent présentement M. Lapalme et les libéraux. Il s'agit, a-t-il dit, d'une "Ontarite", ou manie de toujours comparer le Québec avec l'Ontario, pour le dénigrer. Il a dit que les libéraux sont si "perdus dans cette campagne, qu'ils s'agrippent, comme des naufragés, à tout ce qui leur tombe sous la main. D'où ces alliances douteuses avec des gens qui vendent notre bien à des pays communistes", avec des gens prêts à sacrifier nos droits à Ottawa.

L'hon. Paul Beaulieu n'a dit que quelques mots pour dénoncer ce qu'il a appelé la jalousie des libéraux, qui les empêche de voir et d'admettre les progrès extraordinaires dont notre province est le théâtre et M. Germain Caron, enfin, a prédit que les "libéraux continueront à expier, après le 20 juin, les 40 ans d'incertitude que leurs devanciers ont fait connaître à la province de Québec.

**Présidents conjoints**

La manifestation du Colisée était sous la présidence conjointe de M. Laurent Paradis, maire de la ville; Harold James Tebbuts, industriel; Omer Levasseur et Walter Thibault, cultivateurs; Adrien Allary et Albert Généreux, le Dr Wilfrid Godin, M.M. Roméo Desjais, Arthur Mousseau, Léon Leblanc et Jacques Charland. M. Yves Gabias agissait comme maître de cérémonie.

### SUITE DE LA PAGE 3

haussée de 6 à \$7,000,000 de dollars par an née le montant des indemnités versées aux accidentés du travail, fait augmenter de \$1,000,000,000 par année le montant des salaires versés dans la province, pendant que la valeur de la production passait, de 1944 à 1956, de \$3,378,000,000 à \$8,074,000,000 et que 11,000 nouvelles industries a établis saient dans la province.

L'immensité de ces œuvres et d'autres semblables, a continué M. Duplessis, soulève l'admiration des étrangers, même si les libéraux feignent de n'y rien voir. "Il est évident qu'il reste encore quand même beaucoup de choses à faire. Nous avons beaucoup de projets en marche. Mais tout cela est subordonné au règlement de la question la plus importante de l'heure: la question de la répartition des impôts entre Ottawa et les provinces.

"Quebec a des raisons particulières de tenir plus que les autres provinces à la reconnaissance de ses droits. Quebec est la seule province où on peut apprendre le français, où la religion est enseignée librement. Notre système d'hospitalisation est et doit demeurer conforme à notre mode de vie. Nos pères ont lutté pour que la rare canadienne-française puisse vivre selon ses traditions nationales et religieuses. Nous devons garder précieusement l'héritage qu'ils nous ont légué.

"C'est à nos pères que nous devons le gouvernement responsable. C'est à leur expérience, unie à celle de leurs compatriotes anglais et protestants, que nous devons la formule fédérative, en vertu de laquelle un contrôle absolu est laissé aux provinces sur l'éducation, les hôpitaux et les richesses naturelles. L'exercice de cette juridiction suppose celui des pouvoirs de taxation, selon que l'a proclamé, entre autres, le grand chef libéral sir Wilfrid Laurier.

**"Les loups sortis du bois"**

"A l'heure actuelle, les loups sont sortis du bois et ont laissé tomber leurs masques. Un mariage morganatique, dont M. Lapalme n'est que le hurleur, permet à des ministres fédéraux de venir traiter dans cette campagne de questions qu'ils ne connaissent pas. Un ministre fédéral n'a-t-il pas dit que M. Godbout avait bien fait d'accepter ce qu'il a accepté, que les offres d'Ottawa réglaient la question? La vérité, c'est qu'avec M. Godbout, Ottawa a voulu prendre tous les revenus et faire du Québec un pensionnaire.

"J'ai assisté à de nombreuses conférences à Ottawa ou on nous demandait toujours de céder des droits additionnels. Je n'ai pas voulu. J'ai dit à Ottawa que même si la chaîne est dorée, elle est trop lourde pour que nous nous la passions au cou. Si Ottawa veut donner et cher pour nos droits, c'est qu'ils valent la peine d'être gardés.

**Jusqu'au dernier sou**

"Actuellement Ottawa consent à laisser 10 pour cent aux provinces dans le champ de l'impôt sur le revenu; 19.1 pour cent dans celui des taxes sur les corporations et 50 pour cent dans le domaine des successions. C'est plus que ce que l'on offrait auparavant. Mais c'est une offre bonne, pour seulement cinq ans. Et ce n'est qu'un acompte, ce ne sont que des miettes et des retailles même si M.M. Lesage et Lapointe proclament que le problème est réglé. Je ne vendrai jamais pour des miettes, pour un règlement de cinq ans.

"Ce serait facile d'accepter de l'argent. Mais Judas n'a pas été méprisé pour les trente deniers qu'il a acceptés; il a été méprisé pour avoir trahi. Duplessis ne trahira jamais sa province. Il ne sacrifiera rien de ses libertés contre un vil métal. Il n'aura de cesse dans sa lutte qu'il n'ait récupéré tout le butin qui appartient au Québec."

M. Duplessis a terminé en disant que cette lutte, il ne la menait pas pour lui. "J'ai sacrifié, a-t-il dit, le confort d'une pratique légale assez intéressante pour me consacrer à ma province. Je me suis imposé des sacrifices. J'ai accepté un lardéus très lourd. La politique a pris mon temps, ne m'en laissant à peu près pas pour ma famille et mes amis. Mais cette lutte, je ne l'abandonnerai pas."

**Comparé à Mercier**

L'hon. Paul Sauvé, qui a remercié M. Duplessis, a proclamé que c'est sans conteste dans le chef actuel de l'Union nationale que la province a eu son plus grand premier ministre depuis la Confédération.